

> Propos recueillis par Philippe Delvaux, Nathalie Sterckx et remis en forme avec l'aide de Lisa van Hoogenbemt

MENTOR-ESCALE ACCOMPAGNE LES MENA, JUSQU'AU CONTACT AVEC LES CPAS

Rencontre avec Mmes Florence Frans et Sarah Gödert de l'asbl Mentor-Escale



> Florence Frans et Sarah Gödert

Depuis quand l'ASBL Mentor-Escale existe-t-elle ?

Florence Frans : « L'ASBL a été créée en 1995 par François Casier qui, à la suite de sa rencontre d'abord avec un jeune roumain au Petit Château puis avec d'autres MENA, a voulu leur apporter son soutien.

En collaboration avec l'ASBL Exil, un parrainage a tout d'abord vu le jour sous le nom d'ASBL Mentor. D'impasses administratives en problèmes de suivi des jeunes plus fragiles psychologiquement, le projet a évolué via une association avec l'ASBL Escale qui hébergeait dix MENA et Mentor-Escale a résulté de cette fusion. La mise en autonomie a alors été assurée par des **assistants sociaux, des psychologues et des éducateurs**, et non plus par des parrains. »

Quelles sont vos missions ?

Sarah Gödert : « Notre mission principale est la mise en autonomie des MENA, et dans ce contexte, nous accordons beaucoup d'importance à la création d'un réseau social de soutien pour

eux ainsi qu'à leur insertion aussi bien générale que plus spécifiquement socio-professionnelle.

Hormis notre activité principale de suivi individuel, nous offrons aussi des activités collectives aux (anciens) MENA qui peuvent y participer – c'est une souplesse - jusqu'à leurs 26 ans. A Bruxelles, 255 jeunes en ont profité en 2016.

Outre cela, nous disposons également d'un service de familles d'accueil, pour les MENA les plus jeunes, ou d'un accompagnement plus léger, celui du parrainage, par lequel une personne extérieure à notre structure passe bénévolement du temps avec le mineur. Le projet de familles d'accueil a vu le jour sous le constat, entre autre, qu'il y avait de plus en plus de très jeunes mineurs qui arrivaient en Belgique et qui avaient besoin d'un environnement plus familial afin de pouvoir s'intégrer à notre société.

Nous disposons aussi de dix logements de transit sur Bruxelles et sept sur Namur, en partie en collaboration avec des AIS, qui à l'instar des ILA permettent d'accueillir pour une durée de six mois



© Mentor-Escale

un jeune avec titre de séjour qui quitte un centre collectif.

Enfin, nous déployons d'une part le help desk « Manorea »¹ qui offre une permanence téléphonique pour répondre aux questions des intervenants sociaux à propos de MENA ainsi qu'une foire aux questions sur notre site, et d'autre part un service d'Intervision, par lequel nos collègues donnent du conseil ou des outils à un intervenant social confronté à une situation problématique. Nous proposons également des formations relatives aux MENA, dispensées par exemple aux CPAS et à l'ONE car ces structures n'ont pas toujours conscience des spécificités de ce public. »

Quelles sont les conditions requises afin de pouvoir faire la demande d'un suivi individuel ?

Florence Frans : « En 2016, nous suivions individuellement 130 MENA, en tenant compte de notre antenne namuroise qui compte trois assistants sociaux. Notre implantation bruxelloise a aidé à elle seule environ 80 jeunes.

Pour le suivi individuel il faut être mineur au moment de la demande, mais la prise en charge peut ensuite perdurer jusqu'aux 20 ans. La durée de notre aide dépendra tant des souhaits et besoins du jeune que de son âge d'arrivée : plus ce dernier est bas, plus longtemps nous pouvons l'accompagner.

Aujourd'hui, nous constatons que nous accueillons moins de personnes. Ceci est dû au fait qu'une partie des jeunes accompagnés, notamment ceux en logement de transit, est particulièrement vulnérable : ils sont très jeunes, ne parlent pas

ou peu le Français, sont psychologiquement très fragilisés et très méfiants vis-à-vis des adultes professionnels les entourant, etc. Nous suivons donc en effet moins de jeunes que par le passé mais ceux-ci bénéficient d'un accompagnement de grande qualité. Auparavant, nos assistants sociaux prenaient chacun vingt jeunes en charge. Aujourd'hui, chacun se concentre sur une quinzaine d'entre eux. Nous affrontons d'ailleurs une longue liste d'attente pour le suivi « classique ». »

Quels sont les soucis principaux de ces jeunes ?

Sarah Gödert : « Une de leurs grandes difficultés est l'apprentissage de la langue mais aussi de la culture du pays d'accueil, souvent très différente de ce qu'ils connaissent. Les codes de l'administration viennent ensuite très vite : il leur faut comprendre et manier les notions de CPAS, de mutuelle, de commune... et l'obligation scolaire.

Leur parcours d'exil les rend souvent fort méfiants à l'égard de ceux qui vont les prendre en charge. Il ne leur est pas non plus facile de comprendre le rôle de chaque intervenant ou de voir qui ressort de quelle institution : CGRA, Fedasil... ou une structure neutre comme la nôtre.

Vient ensuite l'apprentissage, pas facile, à vivre seul. Ils ont quitté famille et repères, se retrouvent dans un pays étranger et doivent y trouver un logement. Et une fois dans ce dernier, encore doivent-ils tenir leur ménage. Enfin, il leur faut souvent apprivoiser une certaine solitude.

Il n'est pas évident de construire ici un projet d'avenir quand on a été contraint de vivre au jour le

1. Helpdesk Manorea. Tél. 0485 454 093
helpdesk@mentorescale.be

jour, et c'est d'autant plus difficile qu'ils savent leur famille ailleurs.

Pour ceux qui ont été envoyés ici par leur famille et doivent lui renvoyer de l'argent chaque mois, la pression est énorme. D'autant plus que les éventuels jobs d'étudiant ou les aides allouées par le CPAS ne suffisent pas pour économiser à cette fin.

D'autres délaissent obligation scolaire et apprentissage de la langue et n'ont de cesse de réunir les papiers et l'argent nécessaires au regroupement familial. Ce n'est qu'une fois leur famille reconstituée qu'ils peuvent commencer leur processus d'intégration.

Enfin, il leur est d'autant plus difficile de trouver une formation dès lors que l'accès à nombre d'entre elles dépend de tests d'entrée de français ou de mathématiques. »

Et les difficultés spécifiques lors des contacts avec les communes ou les CPAS ?

Florence Frans : « Le système de bornes de ticket, mis en place par certaines communes, pour accéder aux services est très compliqué pour qui ne sait pas lire ou ne comprend pas nos langues nationales. Dès lors, au début nous les accompagnons autant que possible lors de ces démarches, et ensuite nous préparons en amont leur passage à la commune en leur expliquant la procédure qu'ils devront suivre.

Les fonctionnaires communaux connaissent mal ce public et les pratiques divergent fort d'une administration à l'autre, ce qui fait que certains fonctionnaires peuvent parfois se montrer durs à leur rencontre. Remballés, ces jeunes ne disposent pas des outils leur permettant de faire valoir leurs droits.

Les délais administratifs peuvent aussi peser sur leur situation : lorsqu'il faut, une fois la demande d'aide actée au CPAS, attendre un mois avant de recevoir l'aide financière, il est impossible de remplir certaines obligations que le jeune a déjà prises comme le paiement de la garantie locative.

Il y a aussi tout un flou autour de la compétence du CPAS pour les MENA et ex-MENA scolarisés. Dans la loi, c'est assez clair mais le manque d'informations fournies aux CPAS fait que ceux-ci se renvoient la balle entre eux et entraîne un ralentissement assez important dans le processus de mise en autonomie du jeune.

Par méconnaissance, certains fonctionnaires communaux ou de CPAS manquent parfois de délicatesse vis-à-vis du MENA, par exemple en s'enquérant des raisons de sa venue en Belgique, de la localisation de ses parents, etc., toutes questions inopportunes dès lors que le jeune a obtenu son permis de séjour et des papiers en ordre. Ces questionnements intrusifs peuvent replonger le jeune dans ses traumatismes et faire

basculer une relation à priori neutre vers une position de méfiance de la part du jeune.

Les démarches d'insertion professionnelle peuvent aussi poser problème. D'un côté, le jeune a traversé tellement d'épreuves pour arriver en Belgique que cette problématique d'insertion le dépasse totalement et il ne comprend dès lors pas qu'on le pousse à travailler ou à faire des études. D'autre part, certains conseillers ne prennent pas le temps de cerner au mieux le jeune et lui refilent des formations aussi basiques que parfois totalement opposées à ses aspirations ou capacités.

Enfin, j'insiste sur le problème de compréhension du vocabulaire administratif. La plupart du temps, le conseiller CPAS va expliquer assez rapidement son institution et ce que le jeune peut en attendre, en pensant que le jeune aura compris... ce qui n'est souvent pas le cas. Il faut donc pousser ce dernier à reformuler ce qui lui a été dit afin de mesurer ce qu'il a retenu.

L'intervision et nos formations peuvent aider à mieux informer les CPAS sur ces jeunes, leurs droits et leurs spécificités.

La question nous a poussées à brosser un portrait négatif, et nous voudrions dès lors contrebalancer en soulignant également tous les aspects positifs de l'apport des CPAS. Nous rencontrons aussi des assistants sociaux extraordinaires qui réalisent tout un travail de confiance avec le jeune, qui adaptent leur langage, se révèlent très proactifs et valorisent le côté humain. On sent chez certains services la volonté d'aider au mieux les MENA. »

Quel est le profil des jeunes que vous accueillez ?

Florence Frans : « Il évolue. Auparavant, de nombreux africains fuyaient les mariages forcés ou les persécutions pour sorcellerie. Ils arrivaient en avion et maîtrisaient déjà le français. Aujourd'hui, nous accueillons davantage ceux qui fuient la guerre : des afghans, syriens, érythréens qui ont subi un parcours migratoire terrestre ou maritime éprouvant. Les traumatismes divergent donc.

Même s'il y a quelques années on notait un peu plus de femmes, le public MENA que nous accueillons est actuellement surtout masculin, ceci est sans doute également dû au fait que ces routes d'exil sont dangereuses pour les hommes, mais plus encore pour les femmes et jeunes filles. »

> Plus d'info

www.mentorescale.be